Sylvie Schweitzer, *Les inspectrices du travail, 1878-1974. Le genre de la fonction publique*

Rennes, Presses universitaires de Rennes, coll. « Pour une histoire du travail », 2016

Eve Meuret-Campfort

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/travailemploi/7801>

DOI : 10.4000/travailemploi.7801

ISSN : 1775-416X

Éditeur

DARES - Ministère du Travail

Édition imprimée

Date de publication : 1 octobre 2017

Pagination : 131-134

ISSN : 0224-4365

Référence électronique

Eve Meuret-Campfort, « Sylvie Schweitzer, *Les inspectrices du travail, 1878-1974. Le genre de la fonction publique* », *Travail et Emploi* [En ligne], 152 | octobre-décembre 2017, mis en ligne le 11 juillet 2019, consulté le 23 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/travailemploi/7801> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/travailemploi.7801>

Les inspectrices du travail, 1878-1974. Le genre de la fonction publique

Sylvie Schweitzer

Rennes, Presses universitaires de Rennes, coll. « Pour une histoire du travail », 2016, 172 p.

*Lu par Eve Meuret-Campfort**

Dans cet ouvrage intitulé *Les inspectrices du travail, 1878-1974. Le genre de la fonction publique*, Sylvie Schweitzer, professeure émérite d'histoire contemporaine à l'université Lyon 2, nous propose une lecture genrée de l'histoire du corps des inspecteurs et inspectrices du travail en France depuis la fin du XIX^e siècle. Connue pour ses travaux sur l'histoire du travail des femmes, S. Schweitzer s'intéresse ici à la construction d'une profession « au masculin », aux inégalités entre hommes et femmes qui en découlent et, plus spécifiquement, au genre de l'autorité. L'auteure montre ainsi que si les premières inspectrices du travail, présentes dès la création du corps en 1874, étaient sans doute « parmi les femmes actives qui [avaient] le plus de pouvoir » de leur temps, ce pouvoir a toujours été soumis à des conditions particulières, à de nombreux dénigrements et, a été, de ce fait, minoré. En ce sens, ce livre s'interroge sur les liens entre la législation et les pratiques effectives, et en particulier sur la capacité des lois à faire changer les pratiques. La périodisation du livre en deux parties distinctes – la première s'intéressant à une période où l'inégalité entre inspecteurs et inspectrices est inscrite dans la loi (1878-1940), la seconde se caractérisant au contraire par l'affirmation de l'égalité dans les textes (1941-1974) – permet de montrer toutes les résistances suscitées par la lente accession des inspectrices aux mêmes prérogatives, aux mêmes traitements, aux mêmes possibilités de carrières que leurs homologues masculins. Car il s'agit bien de cela pour S. Schweitzer : une analyse critique de l'administration et, ce faisant, de l'État, quant à la place laissée aux inspectrices. Elle souligne ainsi l'ironie d'une inégalité entre hommes et femmes au sein d'une administration précisément chargée de protéger les salarié-e-s des abus de pouvoir des employeur-e-s ; une inégalité qui, si elle n'est plus inscrite dans la loi dans la deuxième période, perdure sous des formes officieuses mais non moins efficaces jusque dans les années 1970.

L'ouvrage s'appuie sur une prosopographie des 177 inspectrices du travail recrutées entre 1878 et 1974, dont 155 y ont fait carrière, les autres ayant démissionné, fondée principalement sur l'analyse des dossiers professionnels et, pour la période plus

* Centre nantais de sociologie (Cens), université de Nantes.

récente, sur des entretiens avec d'anciennes inspectrices. Le choix de ne pas construire l'enquête autour d'une comparaison terme à terme avec les inspecteurs, exposé en début d'ouvrage, est justifié par les difficultés méthodologiques que cette option aurait soulevées et par l'intérêt d'une étude approfondie sur l'expérience singulière et mal connue des femmes dans le corps des inspecteurs, à la fois en termes de carrière et de travail effectif.

Le livre revient donc d'abord sur la période la plus ancienne, quand la différence entre inspecteurs et inspectrices était inscrite dans l'organisation du travail de l'administration. Un premier chapitre s'attache à décrire les contours du groupe étudié, en soulignant d'abord les différentes générations qui le composent, différenciées par une entrée dans la fonction de plus en plus sélective et formalisée par un concours, puis en décrivant leurs origines sociales – plutôt aisées – et leurs engagements militants, notamment au Conseil national des femmes françaises créé en 1901. L'auteure suggère, sans approfondir cette piste néanmoins, que l'engagement dans l'Inspection peut constituer, pour certaines, une forme de professionnalisation d'engagements philanthropiques. Les carrières de ces inspectrices sont par ailleurs marquées par les freins posés par l'administration quant à leur avancement, et par les mobilités géographiques qui, alliées à des charges de familles – mari, enfants, parents vieillissants – conduisent parfois les inspectrices à des congés répétés, à des démissions et à des retraites anticipées. Le deuxième chapitre décrit le contenu du travail quotidien de l'Inspection à l'époque des premières lois protectrices pour les salarié-e-s, en premier lieu les enfants et les femmes. Au gré de détours narratifs nous éloignant parfois du cœur du propos, le lecteur ou la lectrice apprend beaucoup sur l'organisation du travail au tournant du siècle et les résistances patronales à ces nouvelles lois contredisant des façons de faire ancrées dans les mœurs. Les inspectrices, bien qu'autorisées à enquêter dans les univers professionnels féminins seulement, étaient très occupées, en particulier par ce qu'on appelait le travail « en chambre ». Alors que les inspecteurs parcouraient les grands centres industriels, les inspectrices arpentaient les rues des centres-villes pour y dénicher les ateliers cachés dans les mansardes et les arrière-cours. Ce monde du travail, mal connu, apparaît ici très nettement à travers les extraits des rapports de visites de contrôle dans ces ateliers souvent insalubres, surchauffés et éloignés de tout regard. Dans cette première période, les règles genrées qui organisent le travail de l'Inspection apparaissent largement dépendantes des besoins de l'administration. Ainsi, en 1908, la règle édictant que les inspectrices ne peuvent contrôler des espaces de travail comprenant des machines est amendée du fait de la multiplication des machines à coudre dans les ateliers textiles, dont il n'est pas question que les inspecteurs se chargent. Les effets des lois successives sur le travail des inspectrices – et des inspecteurs – sont bien montrés, en particulier à propos de la loi de 1936 qui donne à l'Inspection un rôle de médiation dans les conflits opposant les employeur-e-s et les ouvrier-e-s. Ce rôle confère une autorité morale à l'administration et donne davantage de pouvoir aux inspectrices vis-à-vis des employeur-e-s, parfois prompts à minorer leur autorité lors des contrôles.

La deuxième partie, beaucoup plus courte, analyse la période suivante (1941-1974) qui voit l'arrivée du statut de la fonction publique en 1946. Ce statut inscrit dans les textes l'égalité entre inspecteurs et inspectrices et, notamment, la fin des sections spécifiquement féminines : dès lors, toutes les sections doivent être géographiquement déterminées et accessibles aussi bien aux femmes qu'aux hommes. Les résistances à ce nouveau système – marquées notamment par le maintien officieux d'une préférence pour les inspecteurs dans les recrutements – montrent l'inertie des pratiques face aux changements législatifs. Ainsi, si la proportion de femmes inspectrices dans le corps des inspecteurs est la même en 1946 qu'en 1892 (18 %), la situation n'évolue pas beaucoup entre 1946 et 1973, puisque sur cette période 56 inspectrices sont recrutées pour 414 inspecteurs. Dans le troisième chapitre, l'auteure dessine les contours de cette nouvelle génération d'inspectrices recrutées à partir de 1941 sur des concours sélectifs et mixtes. Elles sont majoritairement issues des « petites classes moyennes » et sont moins souvent célibataires que leurs aînées. Elles arrivent dans ce poste suite à un projet professionnel mûri de longue date et inscrit dans une histoire familiale, ou à des expériences d'engagement, comme ces femmes qui se tournent vers l'Inspection après leur participation aux mouvements étudiants post-1968. Grâce au droit syndical accordé aux fonctionnaires, cet engagement peut se déployer au sein de la profession : beaucoup adhèrent au syndicat corporatiste – le Syndicat national de l'inspection du travail (SNIT) – mais d'autres aussi à la CFDT ou à la CGT. Le métier d'inspectrice apparaît comme un métier engagé, comme le montre le cas, longuement développé, de Christiane Reverdy-Razet, qui s'est battue pendant 17 ans contre le patronat des usines Citroën d'Aulnay-sous-Bois. Il est néanmoins regrettable ici que l'auteure ne distingue pas plus les inspectrices s'étant engagées dans le métier dans les années 1940-1950 de celles qui ont fait la même expérience dans les années 1960-1970, tant les contextes de politisation diffèrent d'une période à l'autre. Le quatrième et dernier chapitre montre la diversification des missions des inspectrices et, encore une fois, les résistances qui s'y opposent. L'intégration du Service de la main-d'œuvre dans l'Inspection amène des femmes à s'éloigner du terrain des sections pour occuper des fonctions plus administratives, liées à la formation ou au chômage. Celles qui travaillent dans les sections racontent avec fierté leur capacité à se faire respecter, en particulier dans les milieux professionnels masculins où elles ont dû se faire une place. Les voies de promotion, pourtant multipliées avec la création des postes de directeurs départementaux et régionaux, restent difficiles d'accès, comme en attestent les nombreux chiffres mobilisés, indiquant une proportion très faible de femmes dans ces fonctions. « La porte est donc bien étroite » (p. 121), comme le rappelle l'auteure et, finalement, l'égalité des sexes apparaît « plus formelle que réelle » (p. 132).

L'ouvrage de S. Schweitzer offre donc une riche étude de cas d'une administration qui reproduit des inégalités entre deux catégories de fonctionnaires en raison de leur sexe, d'abord en l'inscrivant dans les textes qui l'organisent, puis en maintenant ces inégalités dans les pratiques routinières de recrutement et de travail. La conclusion montre d'ailleurs à quel point ce cas est symptomatique des administrations étatiques en

général, et s'ouvre sur une note plus positive montrant l'inversion de tendance récente au sein de l'Inspection, où le concours reçoit depuis les années 1990 autant voire plus de femmes que d'hommes. Le livre dans son ensemble reste néanmoins une charge contre l'État et son fonctionnement androcentré, aspect bien établi plus récemment dans *Le plafond de verre et l'État*, de Catherine Marry et ses co-auteur-e-s¹. La démonstration, menée à grand renfort de chiffres et d'énumérations de cas individuels égare parfois le lecteur ou la lectrice dans un propos qui peine à monter en généralité. L'usage du concept de genre dans le titre du livre aurait pourtant invité à une analyse plus poussée des mécanismes d'entretien de la domination ici dénoncée, ou de la manière dont les inspectrices de l'après-guerre, dont le discours a été recueilli en entretien, ont pu investir leur rôle au croisement des possibles et des contraintes liés à leur position dans les différents rapports de pouvoir.

1. Marry C. et al., (2017), *Le plafond de verre et l'État*, Armand Colin.